

unité départementale d'Ille et Vilaine
10, rue Maurice Fabre
L'Armorique
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 23 septembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



KNAUF INDUSTRIES OUEST

ZA Le Haut Montigné
35370 TORCE

AIOT 0005501557

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2022 dans l'établissement KNAUF INDUSTRIES OUEST implanté ZA Le Haut Montigné 35370 TORCE. L'inspection a été annoncée le 18/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette action s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de contrôle prévue pour l'année 2022 par instruction ministérielle du 22 décembre 2021

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KNAUF INDUSTRIES OUEST
- ZA Le Haut Montigné 35370 TORCE
- Code AIOT dans GUN : 0005501557
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Site spécialisé dans la transformation de pièces en matières plastiques alvéolaires (polystyrène expansé) et l'extrusion de bobines de films plastiques pour différents secteurs d'activité.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Rejets aqueux : Système de traitement des eaux, Autosurveillance, valeurs limites d'émission

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Plusieurs dispositions réglementaires de l'arrêté préfectoral ne s'appliquent pas au site (obsolètes ou inappropriées car non mises en oeuvre).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Aménagement des points de prélèvements	Arrêté Préfectoral du 25/10/2006, article 4.3.6.2.1	/	Sans objet
Programme d'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 25/10/2006, article 9.1.1	/	Sans objet
FREQUENCE AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RESIDUAIRES	Arrêté Préfectoral du 25/10/2006, article 9.2.3.	/	Sans objet
VALEURS LIMITE D'EMISSION DES EAUX RESIDUAIRES	Arrêté Préfectoral du 25/10/2006, article 4.3.9	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU	Arrêté Préfectoral du 25/10/2006, article 4.1.1	/	Sans objet
PLAN DES RESEAUX	Arrêté Préfectoral du 25/10/2006, article 4.2.2.	/	Sans objet
Eaux pluviales : bassin tampon	Arrêté Préfectoral du 25/10/2006, article 4.3.12	/	Sans objet
GESTION DES EAUX POLLUEES	Arrêté Préfectoral du 25/10/2006, article 4.3.8	/	Sans objet
Conception des ouvrages de rejets	Arrêté Préfectoral du 25/10/2006, article 4.3.6.1	/	Sans objet
TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE	Arrêté Préfectoral du 25/10/2006, article 9.3.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit fiabiliser son dispositif d'autosurveillance (localisation des points de prélèvements, accréditation/agrément des laboratoires extérieurs) afin de pouvoir mieux contrôler l'impact de ses rejets aqueux sur le milieu naturel.

Il doit par ailleurs redéfinir son programme de suivi (paramètres, fréquences d'analyse et valeurs limites d'émission) au regard des exigences réglementaires applicables à ce secteur d'activité et des flux admissibles par le milieu récepteur.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2006, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation en eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : Origine de le ressource/Consommation maximale annuelle Réseau public /43 800 m3
Constats : Selon les informations communiquées par l'exploitant, les consommations d'eau sur les 3 dernières années ont été les suivantes (en baisse, due à la diminution de la production en raison du contexte économique) : Prélèvement AEP : 2019 : 16682 m3 2020 : 12040 m3 2021 : 10839 m3
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PLAN DES RESEAUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2006, article 4.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire.)- les secteurs collectés et les réseaux associés- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu),
Constats : Le plan des réseaux présenté est daté de mars 2019. Il fait figurer un réseau séparatif eaux pluviales/eaux usées industrielles se rejetant dans le ruisseau au sud de l'établissement (le long de la RN 157). Les eaux usées industrielles sont constituées des purges des adoucisseurs d'eau, purges de TAR et chaudières ainsi que des condensats de vapeur utilisée dans le process. Elles transitent via une cuve semi-enterrée où sont régulés le pH (par ajout d'acide sulfurique) et la température (par dispersion des effluents dans la cuve).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eaux pluviales : bassin tampon

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2006, article 4.3.12
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejets
Prescription contrôlée : (...) Dans le cadre de l'extension du bâtiment de stockage, les eaux pluviales de toiture du bâtiment et des nouvelles surfaces imperméabilisées liées à l'extension seront raccordées au bassin tampon de la zone d'activité.
Constats : L'extension du bâtiment de stockage n'a pas eu lieu. Cette prescription n'a plus lieu d'être.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : GESTION DES EAUX POLLUEES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2006, article 4.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejets
Prescription contrôlée : Les eaux de rinçage des moules sont évacuées vers un bac en béton de 1500 litres relié au réseau des eaux pluviales, sous réserve de respecter les caractéristiques des rejets d'eaux pluviales.
Constats : Les eaux de rinçage des moules sont désormais envoyées en filière déchets (CHIMIREC). Elles ne sont donc plus rejetées dans le milieu (lettre exploitant adressée à l'inspection en date du 18/09/2017). Cette prescription n'a donc plus lieu d'être.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conception des ouvrages de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2006, article 4.3.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejets
Prescription contrôlée : Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
Constats : Selon l'exploitant, les points de rejets sont difficilement accessibles. Cette disposition n'a donc pas pu être contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aménagement des points de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2006, article 4.3.6.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejets
Prescription contrôlée : Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.
Constats : Sur le réseau eaux pluviales, les prélèvements sont effectués en sortie du débourbeur-déshuileur (d'après le rapport de l'organisme mandaté pour le prélèvement). Sur le réseau eaux usées, est présent un canal Venturi puis un séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le milieu naturel. L'exploitant n'a pas su préciser où sont réalisés les prélèvements par le laboratoire extérieur qu'il mandate (après le séparateur ou sur le canal venturi en amont du séparateur, ce qui ne serait pas représentatif de la qualité des effluents rejetés et devrait donner lieu à un réaménagement des conditions de prélèvement). L'exploitant devra repreciser ce point à l'inspection et préciser les actions correctives qu'il met en œuvre, le cas échéant, afin que les prélèvements soient représentatifs de la qualité des effluents rejetés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Programme d'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2006, article 9.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant doit proposer un plan de surveillance actualisé de ses rejets, en terme de nature de paramètres suivis, fréquence d'analyse et valeurs limites d'émission associées (concentrations et flux). Il doit proposer un programme basé sur les dispositions les plus contraignantes entre la réglementation existante et celles visant à préserver le milieu récepteur. S'il estime que les résultats de l'étude d'incidence des rejets aqueux réalisée en 2019 sont représentatifs de ses rejets actuels, il peut utilement exploiter ces données. Il doit cependant veiller à corriger les hypothèses prises pour les paramètres pour lesquels des valeurs supérieures aux limites admissibles par le milieu ont été détectées en amont du point de rejet. Il a en effet été considéré un milieu en "bon état" pour le calcul de ces valeurs de rejet. Ce postulat n'est pas acceptable. Un rejet dans un milieu dégradé à l'amont doit conduire à ne pas dépasser les normes de bon état dans le rejet (=NQE). Il transmet à l'inspection ce programme actualisé en veillant à faire apparaître l'ensemble des données (celles issues de la réglementation nationale, celles issues de son arrêté préfectoral et celles issues de l'étude de compatibilité) et la démarche ayant abouti à sa proposition.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : FREQUENCE AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RESIDUAIRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2006, article 9.2.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Article 9.2.3.1. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets d'eaux pluviales {toiture et de ruissellement)Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :Eaux pluviales rejetées dans le fossé après traitement- rejet n° 2 Une fois par an (Débit, pH, MEST) Article 9.2.8.2. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des eaux de rinçage avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales les dispositions suivantes sont mises en œuvre : Une fois par an (pH, DCO MEST, Hydrocarbures, métaux totaux, nitrites et phosphore)
Constats : Les eaux pluviales et les eaux usées font l'objet d'un prélèvement annuel par un organisme extérieur (BSEau) qui intervient avec son propre matériel (débitmètre et préleveur). Les échantillons sont envoyées pour analyses au laboratoire CARSO-CAE Rennes. Les sondes pH et température (située au niveau de la cuve de neutralisation à l'acide sulfurique) font l'objet d'un contrôle annuel par un organisme extérieur (OCENE). Les analyses sur les nitrites et phosphore ne sont pas réalisées. Par ailleurs, le laboratoire effectuant le prélèvement n'est pas accrédité (ne figure pas sur le site cofrac.fr), celui réalisant les analyses n'est pas agréé pour l'ensemble des paramètres suivis sur la matrice eaux résiduaires (cf site labeau.ecologie.gouv.fr). Cette accréditation/agrément étant exigée dans l'arrêté ministériel pour les installations nouvelles 2661 soumises à enregistrement, l'inspection recommande à l'exploitant de faire intervenir des organismes qui disposent de ces attestations afin de fiabiliser le dispositif d'autosurveillance de ses rejets aqueux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2006, article 9.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Les résultats des contrôles réalisés par l'exploitant sont transmis à l'Inspection des Installations Classées dès réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.
Constats : Le cadre GIDAF pour la saisie des données d'autosurveillance des rejets aqueux n'est pas encore paramétré pour ce site. L'inspection avisera prochainement l'exploitant par mail lorsque le cadre sera opérationnel et la saisie possible.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX RESIDUAIRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2006, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires provenant de l'activité de rinçage des moules dans le milieu récepteur considéré (réseau eaux pluviales), les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.
Constats : La température des effluents est souvent supérieure à 30°C (Rapport autosurveillance 2019 : max = 36°C / Contrôle inopiné 2020 : max = 32.5°C). Ce point reste sensible selon l'exploitant. Le système de dispersion des effluents dans la cuve de neutralisation n'est pas optimal pour refroidir suffisamment les effluents. Par ailleurs, les rapports d'autosurveillance de mars 2019 et octobre 2021 montrent des dépassements de flux sur les métaux (environ 12g/j et 3g/j respectivement au lieu de 1.5g/j), les MES (240g/j et 60g/j au lieu de 3.5 g/j) et les hydrocarbures (155g/j et 2g/j au lieu de 1g/j). L'exploitant transmettra des explications sur ces dépassements et les mesures correctives qu'il met en œuvre avec plan d'action et échéancier de réalisation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet